



Sommaire

II *Communications*

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission européenne

2019/C 194/01	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objections ⁽¹⁾	1
2019/C 194/02	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽²⁾	8

V *Avis*

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Commission européenne

2019/C 194/03	Aides d'état — République Slovaque — Aide d'État SA.52194 (2018/FC) — Impôt sur le chiffre d'affaires du commerce de détail en Slovaquie — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ⁽¹⁾	11
---------------	--	----

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.

⁽²⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE, sauf en ce qui concerne les produits relevant de l'annexe I du traité.

II

(Communications)

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES
DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION EUROPÉENNE

**Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du traité sur le
fonctionnement de l'Union européenne****Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objections****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2019/C 194/01)

Date d'adoption de la décision	09.04.2014	
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.35071 (2012/NN)	
État membre	Finlande	
Région	POHJOIS-KARJALA	Régions non assistées
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Yksittäinen tuki yritykselle Fortum Power and Heat Oy pyrolyysiöljyn tuotantolaitosta varten / Individuellt stöd till Fortum Power and Heat Oy för en anläggning för tillverkning av pyrolysolja	
Base juridique	Valtioneuvoston asetus energiatuen myöntämisen yleisistä ehdoista (1313/2007) Valtionavustuslaki (688/2001)	
Type de la mesure	Aide individuelle	Fortum Power and Heat Oy
Objectif	Protection de l'environnement	
Forme de l'aide	Subvention directe	
Budget	Budget global: EUR 8.1 (millions)	
Intensité	46 %	
Durée	A partir de 19.12.2011	
Secteurs économiques	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ; DE GAZ; DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Työ- ja elinkeinoministeriö / Arbets- och näringsministeriet PL 32, 00023 Valtioneuvosto / PB 32, 00023 Statsrådet	
Autres informations	—	

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

<http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm>.

Date d'adoption de la décision	04.01.2017	
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.46341 (2016/N)	
État membre	Allemagne	
Région	—	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Richtlinie zur Förderung von Umschlaganlagen des Kombinierten Verkehrs nicht bündeseigener Unternehmen	
Base juridique	Allgemeinen Verwaltungsvorschriften zu §§ 23, 44 Bundeshaushaltsordnung; Bundeshaushaltsgesetz	
Type de la mesure	Régime d'aide	—
Objectif	Coordination des transports, Protection de l'environnement	
Forme de l'aide	Subvention directe	
Budget	Budget global: EUR 422.5 (millions) Budget annuel: EUR 84.5 (millions)	
Intensité	80 %	
Durée	01.01.2017-31.12.2021	
Secteurs économiques	Transports ferroviaires de fret, Transports fluviaux de fret	
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Eisenbahn-Bundesamt, Referat 44, Referatsleiter Martin Sonntag Heinemannstr. 6, 53175 Bonn	
Autres informations	—	

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:
<http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm>.

Date d'adoption de la décision	29.03.2019	
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.48601 (2018/N)	
État membre	Luxembourg	
Région	LUXEMBOURG (GRAND-DUCHE)	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables, modification du régime de soutien pour les énergies renouvelables au Luxembourg	

Base juridique	La Loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie ; La Loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité; Le Règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité; Le Règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables.	
Type de la mesure	Régime d'aide	—
Objectif	Protection de l'environnement, Énergies renouvelables	
Forme de l'aide	Autres	
Budget	Budget global: EUR 1120 (millions) Budget annuel: EUR 74.67 (millions)	
Intensité	—	
Durée	jusqu'au 01.08.2024	
Secteurs économiques	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministère de l'Economie 19-21, Boulevard Royal . L-2449 Luxembourg	
Autres informations	—	

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

<http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm>.

Date d'adoption de la décision	12.04.2019	
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.51079 (2018/N)	
État membre	Espagne	
Région	ESPANA	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	TRTEL — Compensación por los costes derivados de la recepción o acceso a los servicios de comunicación audiovisual televisiva en las edificaciones afectadas por la liberación del segundo dividendo digital	
Base juridique	Ley 7/2010, de 31 de marzo, General de la Comunicación Audiovisual. Borrador de Real Decreto por el que se regula la concesión directa de subvenciones destinadas a compensar los costes derivados de la recepción o acceso a los servicios de comunicación audiovisual televisiva en las edificaciones afectadas por la liberación de la banda 700 MHz (segundo dividendo digital).	

Type de la mesure	Régime d'aide	—
Objectif	Développement sectoriel, Services d'intérêt économique général	
Forme de l'aide	Subvention directe	
Budget	Budget global: EUR 150 (millions) Budget annuel: EUR 100 (millions)	
Intensité	100 %	
Durée	jusqu'au 31.12.2020	
Secteurs économiques	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Director General de Telecomunicaciones y Tecnologías de la Información, D. Roberto Sánchez Sánchez C/ Poeta Joan Maragall, 41 28071 MADRID	
Autres informations	—	

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

<http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm>.

—

Date d'adoption de la décision	26.04.2019	
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.51767 (2019/NN)	
État membre	Pologne	
Région	Krakowsko-tarnowski	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Zmiana pomocy na zachowanie dziedzictwa kulturowego Kopalni Soli „Bochnia”	
Base juridique	ustawa z dnia 30 sierpnia 2013 r. o dotacji przeznaczonej dla niektórych podmiotów (Dz. U. z 2017 r. poz. 1358 ze zm.) umowa między Ministrem Energii a spółką KS Bochnia o przyznaniu dotacji na realizację zadań i wykonanie działań określonych w ustawie o dotacji przeznaczonej dla niektórych podmiotów ustawa z dnia 27 kwietnia 2001 r. – Prawo ochrony środowiska (Dz. U. 2018 poz. 799 ze zm.)	
Type de la mesure	Aide ad hoc	Kopalnia Soli „Bochnia” sp. z o.o. (dalej:
Objectif	Conservation du patrimoine, Protection de l'environnement, Développement régional (y compris la coopération territoriale), Culture	

Forme de l'aide	Subvention directe, Autres — przekroczenie budżetu — SA.36221 (2013/N)
Budget	Budget global: PLN 76.8135 (millions)
Intensité	—
Durée	02.03.2018-31.12.2020
Secteurs économiques	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Minister Energii ul. Krucza 36/Wspólna 6
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

<http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm>.

Date d'adoption de la décision	15.04.2019	
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.52390 (2019/N)	
État membre	Allemagne	
Région	—	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Reacquisition of the Hamburg district heating network	
Base juridique	—	
Type de la mesure	Aide ad hoc	—
Objectif	—	
Forme de l'aide	—	
Budget	—	
Intensité	Mesure ne constituant pas une aide	
Durée	—	
Secteurs économiques	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ; DE GAZ; DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	

Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Hamburger Gesellschaft für Vermögens- und Beteiligungsmanagement mbH
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

<http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm>.

Date d'adoption de la décision	26.03.2019	
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.52615 (2019/N)	
État membre	Royaume-Uni	
Région	—	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Modification of the support scheme providing aid for indirect costs of renewable energy support in the UK	
Base juridique	Feed-in Tariffs Order 2012, amended by the Feed-in Tariffs Order 2018	
Type de la mesure	Régime d'aide	—
Objectif	Protection de l'environnement	
Forme de l'aide	Avantage fiscal ou exonération de taxation	
Budget	Budget global: GBP 480 (millions) Budget annuel: GBP 40 (millions)	
Intensité	85 %	
Durée	01.04.2019-01.04.2029	
Secteurs économiques	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	State Aid Unit- Department for Business, Energy & Industrial Strategy 1 Victoria Street 4th floor London SW1H 0ET	
Autres informations	—	

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

<http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm>.

Date d'adoption de la décision	08.03.2019	
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.53427 (2019/N)	
État membre	Espagne	
Région	—	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	IND — Ayudas compensatorias por costes de emisiones indirectas de CO2	
Base juridique	Real Decreto 1055/2014, de 12 de diciembre, por el que se crea un mecanismo de compensación de costes de emisiones indirectas de gases de efecto invernadero para empresas de determinados sectores y subsectores industriales a los que se considera expuestos a un riesgo significativo de «fuga de carbono» y se aprueban las bases reguladoras de la concesión de las subvenciones para los ejercicios 2014 y 2015, y Real Decreto 655/2017, de 23 de junio, por el que se modifica el Real Decreto 1055/2014 y se prorroga su vigencia hasta el 31 de diciembre de 2020.	
Type de la mesure	Régime d'aide	—
Objectif	Protection de l'environnement	
Forme de l'aide	Subvention/Bonification d'intérêts	
Budget	Budget global: EUR 600 (millions) Budget annuel: EUR 200 (millions)	
Intensité	75 %	
Durée	01.01.2018-31.12.2020	
Secteurs économiques	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministra de Industria, Comercio y Turismo Paseo de la Castellana, 160 — 28071 Madrid	
Autres informations	—	

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site: <http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm>.

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE, sauf en ce qui concerne les produits relevant de l'annexe I du traité)

(2019/C 194/02)

Date d'adoption de la décision	09.04.2019	
Numéro de l'aide	SA.52268 (2018/N)	
État membre	Slovénie	
Région	Slovenia	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Pomoč za sodelovanje v gozdarskem sektorju PRP 2014–2020	
Base juridique	Uredba o izvajanju ukrepa Sodelovanje iz Programa razvoja podeželja Republike Slovenije za obdobje 2014–2020 predlog Uredbe o spremembah in dopolnitvah Uredbe o izvajanju ukrepa Sodelovanje iz Programa razvoja podeželja Republike Slovenije za obdobje 2014–2020	
Type de la mesure	Régime d'aide	—
Objectif	Aides en faveur de la coopération dans le secteur forestier	
Forme de l'aide	Subvention directe	
Budget	Budget global: EUR 1.498 (millions)	
Intensité	100 %	
Durée	jusqu'au 31.12.2020	
Secteurs économiques	Sylviculture et exploitation forestière	
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministrstvo za kmetijstvo, gozdarstvo in prehrano Dunajska cesta 22, 1000 Ljubljana, Slovenija	
Autres informations	—	

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

<http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm>.

Date d'adoption de la décision	16.04.2019	
Numéro de l'aide	SA.53290 (2019/N)	
État membre	Italie	
Région	SARDEGNA	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Programma di interventi per l'ammodernamento del comparto serricolo	
Base juridique	DGR N. 59/29 del 04.12.2018, integrata dal decreto 689/DecA/18 del 20.03.2019	
Type de la mesure	Régime d'aide	—
Objectif	Aides aux investissements en actifs corporels ou incorporels dans les exploitations agricoles liées à la production agricole primaire	
Forme de l'aide	Subvention directe	
Budget	Budget global: EUR 2 (millions)	
Intensité	60 %	
Durée	jusqu'au 31.12.2022	
Secteurs économiques	Culture et production animale; chasse et services annexes	
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	REGIONE AUTONOMA DELLA SARDEGNA — ASSESSORATO AGRICOLTURA Via Pessagno 4- CAGLIARI	
Autres informations	—	

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:
<http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm..>

Date d'adoption de la décision	09.04.2019	
Numéro de l'aide	SA.53369 (2019/N)	
État membre	Portugal	
Région	MADEIRA	Article 107(3)(a)
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Submedida 2.3. — Apoio à formação de conselheiros	
Base juridique	Portaria n.º 497/2018	

Type de la mesure	Régime d'aide	—
Objectif	Aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans les zones rurales	
Forme de l'aide	Services subventionnés	
Budget	Budget global: EUR 0.4 (millions)	
Intensité	100 %	
Durée	jusqu'au 31.12.2020	
Secteurs économiques	AGRICULTURE; SYLVICULTURE ET PÊCHE	
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Autoridade de Gestão do PRODERAM 2020 Rua do Aljube n° 49, Edifício Funchal 9000-067 Funchal	
Autres informations	—	

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:
<http://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm>.

V

(Avis)

**PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE
CONCURRENCE****COMMISSION EUROPÉENNE****AIDES D'ÉTAT — RÉPUBLIQUE SLOVAQUE****Aide d'État SA.52194 (2018/FC) — Impôt sur le chiffre d'affaires du commerce de détail en Slovaquie****Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le
fonctionnement de l'Union européenne****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2019/C 194/03)

Par la lettre du 2 avril 2019, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la République slovaque sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne la mesure/l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé des aides d'État
1049 Bruxelles
BELGIQUE
Fax +32 22961242
Stateaidgreffe@ec.europa.eu

Ces observations seront communiquées à la République slovaque. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

DESCRIPTION DE LA MESURE À L'ÉGARD DE LAQUELLE LA COMMISSION OUVRE LA PROCÉDURE

Le 13 décembre 2018, le Parlement slovaque a adopté la loi relative au prélèvement spécial sur les chaînes de vente au détail (la «loi relative à l'impôt sur le commerce de détail»⁽¹⁾), qui introduit un impôt sur le chiffre d'affaires des détaillants qui vendent des aliments aux consommateurs finals (l'«impôt sur le commerce de détail»). L'impôt sur le commerce de détail est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

L'objectif déclaré de l'impôt sur le commerce de détail est la redistribution des bénéfices disproportionnés au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire que les chaînes de vente au détail ayant un pouvoir de marché significatif peuvent dégager en dictant les prix et en exerçant une pression sur les producteurs locaux.

L'impôt sur le commerce de détail s'élève à 2,5 % du chiffre d'affaires total des détaillants si au moins 25 % de celui-ci sont générés par la vente d'aliments aux consommateurs finals et si les détaillants sont présents dans au moins 15 % de l'ensemble des districts administratifs slovaques. Les membres de franchises et d'alliances commerciales sont considérés comme des entités distinctes. Plusieurs catégories de détaillants et de revenus sont exonérés de l'impôt sur le commerce de détail.

(¹) Loi n° 385/2018 Coll. du 13 décembre 2018 relative au prélèvement spécial sur les chaînes de vente au détail et à la modification de la loi n° 595/2003 Coll. relative à l'impôt sur le revenu, telle que modifiée par la suite.

APPRÉCIATION DE LA MESURE

Étant donné que l'impôt sur le commerce de détail découle d'une loi du Parlement slovaque, elle est imputable à la République slovaque. Cette dernière se prive de ressources qu'elle aurait pu, en l'absence de cette loi, collecter auprès d'entreprises qui sont totalement ou partiellement exonérées de l'impôt sur le commerce de détail. La mesure en cause est donc financée au moyen de ressources d'État. Les exonérations de l'impôt sur le commerce de détail procurent un avantage aux entreprises exonérées dans la mesure où ces dernières sont soulagées d'une charge financière.

L'objectif fiscal de l'impôt sur le commerce de détail est d'imposer le chiffre d'affaires des détaillants qui vendent des aliments, ce qui constitue l'objet et le fait générateur de l'impôt. Au regard de cet objectif, tous les détaillants qui vendent des aliments se trouvent dans une situation factuelle et juridique comparable. En conséquence, la Commission conclut à titre provisoire que l'exonération fiscale totale ou partielle dont jouissent les détaillants exonérés constitue une dérogation au système de référence et est donc, à première vue, discriminatoire.

À ce stade, on peut conclure que deux des exonérations de l'impôt sur le commerce de détail peuvent être justifiées. Plus particulièrement, les magasins de producteurs ⁽²⁾ et les détaillants pour lesquels le montant d'impôt ne dépasse pas 5000 EUR par trimestre ne sont pas en mesure de générer des bénéfices disproportionnés en dictant les prix et en exerçant une pression sur les producteurs. À l'inverse, on ne peut exclure que les autres catégories de détaillants qui sont totalement ou partiellement exonérés de l'impôt sur le commerce de détail puissent dicter les prix et exercer une pression sur les producteurs locaux grâce à leur pouvoir de marché.

La Commission conclut dès lors à titre provisoire que la discrimination présumée causée par l'exonération totale ou partielle de l'impôt sur le commerce de détail accordée aux catégories suivantes de détaillants ne se justifie pas:

- les membres d'alliances commerciales et de franchises;
- les détaillants présents dans moins de 15 % de l'ensemble des districts;
- les petites et moyennes entreprises;
- les détaillants dont au moins 80 % du chiffre d'affaires proviennent de la vente d'une seule catégorie d'aliments;
- les services de restauration collective;
- les détaillants qui réalisent un chiffre d'affaires grâce à des magasins comptant moins de 10 salariés situés dans les districts les moins développés;
- les détaillants qui réalisent un chiffre d'affaires grâce à des magasins situés dans des municipalités ne comptant pas plus de trois magasins d'alimentation; et
- les détaillants qui génèrent moins de 25 % de leur chiffre d'affaires grâce à la vente d'aliments aux consommateurs finals.

La mesure renforce la position des entreprises exonérées de l'impôt sur le commerce de détail par rapport aux entreprises qui seront soumises à l'impôt et qui seront en concurrence sur le marché de l'Union européenne. Elle est donc de nature à fausser ou à menacer de fausser la concurrence et à affecter les échanges au sein de l'Union.

La Commission conclut donc à titre provisoire que les exonérations fiscales accordées aux catégories de détaillants énumérées ci-dessus constituent une aide d'État incompatible avec le marché intérieur.

Étant donné que l'impôt sur le commerce de détail, y compris les exonérations fiscales correspondantes, est récemment entré en vigueur et qu'il est applicable à la date de la décision, la Commission juge nécessaire d'émettre une injonction de suspension, conformément à l'article 13, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/1589 du Conseil ⁽³⁾. Une injonction de suspension constitue une mesure provisoire que la Commission peut adopter pour enjoindre à un État membre de suspendre le versement de toute aide illégale dans l'attente d'une décision définitive de la Commission.

⁽²⁾ Détaillants qui sont des producteurs d'aliments (ou qui sont affiliés à des producteurs d'aliments) dont au moins 80 % du chiffre d'affaires net proviennent de la vente des aliments qu'ils produisent aux consommateurs finals.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 248 du 24.9.2015, p. 9).

TEXTE DE LA LETTRE

1. POSTUP

- (1) Slovenský parlament prijal 13. decembra 2018 zákon o osobitnom odvode obchodných reťazcov (ďalej len „zákon o odvode z maloobchodného predaja“) ⁽¹⁾, ktorým sa zavádza odvod z obratu maloobchodníkov predávajúcich potraviny konečným spotrebiteľom (ďalej len „odvod z maloobchodného predaja“).
- (2) Komisia sa dozvedela o odvode z maloobchodného predaja na základe trhových informácií, ktoré získavala postupne od októbra 2018. Dňa 21. decembra 2018 jej bola doručená sťažnosť, v ktorej sťažovateľ tvrdí, že oslobodenie od tohto odvodu podľa zákona o odvode z maloobchodného predaja predstavujú štátnu pomoc pre určitých maloobchodníkov.
- (3) Útvary Komisie zaslali 11. januára 2019 slovenským orgánom list, v ktorom požiadali o informácie o odvode z maloobchodného predaja. Dňa 22. januára 2019 útvary Komisie postúpili túto sťažnosť slovenským orgánom na predloženie možných pripomienok.
- (4) Komisií bola 7. februára 2019 doručená odpoveď slovenských orgánov na jej list z 11. januára 2019, ako aj ich pripomienky k sťažnosti.
- (5) Útvary Komisie zaslali slovenským orgánom 13. februára 2019 list, v ktorom uviedli svoje predbežné stanoviská k tejto záležitosti, pričom slovenským orgánom oznámili, že Komisia zvažuje vydanie príkazu o pozastavení pomoci v súlade s článkom 13 ods. 1 nariadenia Rady (EÚ) 2015/1589 ⁽²⁾ a dáva im príležitosť predložiť pripomienky.
- (6) Slovenské orgány 5. marca 2019 odpovedali na list Komisie z 13. februára 2019.

2. OPIS ODVODU Z MALOOBCHODNÉHO PREDAJA

- (7) Dňa 28. septembra 2018 bol slovenskému parlamentu predložený návrh zákona, ktorým sa zavádza odvod z maloobchodného predaja. V pôvodnom návrhu sa stanovil 2,5 % odvod z obratu maloobchodníkov, ak:
 - majú prevádzky aspoň v dvoch slovenských okresoch,
 - aspoň 10 % ich obratu pochádza z predaja potravín konečným spotrebiteľom a
 - výška splatného odvodu presahuje 5 000 EUR za štvrtrok, čo zodpovedá zdaniteľnému obratu viac ako 200 000 EUR za štvrtrok.
- (8) V pôvodnom návrhu zákona o odvode z maloobchodného predaja sa obchodné aliancie a franšízy považovali za maloobchodných predajcov podliehajúcich odvodu z maloobchodného predaja, ak splnili určité podmienky ⁽³⁾. Aby sa zoskupenie obchodných prevádzkarní považovalo za maloobchodného predajcu podľa návrhu zákona o odvode z maloobchodného predaja, stačilo, aby používalo rovnaké alebo vzájomne zameniteľné označenie obchodným názvom, ktoré možno označiť za franšízu. Obchodné aliancie boli navyše výslovne zahrnuté do vymedzenia pojmu maloobchodného predajcu, ak jej členovia boli združení na účel spoločného nákupu tovarov, alebo iným spôsobom využívajú výhody zosúladeného postupu vo vzťahu k dodávateľovi tovarov.

⁽¹⁾ Zákon č. 385/2018 Z. z. z 13. decembra 2018 o osobitnom odvode obchodných reťazcov a o doplnení zákona č. 595/2003 Z. z. o dani z príjmov v znení neskorších predpisov.

⁽²⁾ Nariadenie Rady (EÚ) 2015/1589 z 13. júla 2015 stanovujúce podrobné pravidlá na uplatňovanie článku 108 Zmluvy o fungovaní Európskej únie. Ú. v. EÚ L 248, 24.9.2015, s. 19.

⁽³⁾ Konkrétne v § 2 ods. 1 písm. a) návrhu zákona o odvode z maloobchodného predaja sa stanovuje, že „obchodným reťazcom sa rozumie zoskupenie obchodných prevádzkarní, ktoré používajú rovnaké alebo vzájomne zameniteľné označenie obchodným názvom **alebo** ktoré sú prevádzkované tým istým podnikateľom alebo vzájomne majetkovo alebo personálne prepojenými podnikateľmi, **alebo obchodná aliancia** [...]“ (zvýraznené autorom). Okrem toho v § 2 ods. 1 písm. e) návrhu zákona o odvode z maloobchodného predaja sa stanovuje, že obchodnou alianciou je „zoskupenie obchodných prevádzkarní prevádzkovaných viacerými fyzickými osobami alebo právnickými osobami so samostatnou právnou subjektivitou, ktoré nie sú majetkovo alebo personálne prepojenými podnikateľmi, združených na účel spoločného nákupu tovarov, alebo iným spôsobom využívajúce výhody zosúladeného postupu vo vzťahu k dodávateľovi tovarov“.

- (9) V priebehu legislatívneho procesu sa do pôvodného návrhu zaviedlo niekoľko zmien, na základe ktorých sa dospelo k týmto hlavným prvkom odvodu z maloobchodného predaja:
- odvod vo výške 2,5 % sa uplatňuje na celý obrat maloobchodníkov predávajúcich potraviny (vrátane obratu, ktorý nepochádza z predaja potravín),
 - ak aspoň 25 % ich obratu pochádza z predaja potravín konečným spotrebiteľom,
 - ak majú prevádzky aspoň v 15 % všetkých okresov na Slovensku (t. j. v 12 zo 79 okresov),
 - Členovia/pridružení členovia franšíz ⁽⁴⁾ a obchodných aliancií ⁽⁵⁾ sa považujú za samostatných daňovníkov na účely splnenia podmienok na uplatňovanie odvodu z maloobchodného predaja,
 - z povinnosti platiť odvod sú oslobodení títo maloobchodníci:
 - o maloobchodníci, ktorých výška splatného odvodu nepresahuje 5 000 EUR za štvrtrok,
 - o maloobchodníci, ktorí sú výrobcom potravín (alebo sú majetkovo prepojení s výrobcami potravín), pričom najmenej 80 % ich čistého obratu pochádza z predaja potravín, ktoré vyrobila, konečnému spotrebiteľovi (ďalej len „predajne výrobcov“),
 - o maloobchodníci, v prípade ktorých aspoň 80 % ich obratu pochádza z predaja potravín jednej triedy (ďalej len „špecializovaní maloobchodníci“),
 - o malé a stredné podniky (MSP) v zmysle vymedzenia tohto pojmu v nariadení (EÚ) č. 651/2014 ⁽⁶⁾,
 - o zariadenia spoločného stravovania,
 - do základu odvodu sa nezapočítava obrat maloobchodných predajní, ktoré sa nachádzajú v:
 - o najmenej rozvinutých okresoch Slovenska a majú najviac 10 zamestnancov,
 - o obciach, kde sú najviac tri obchodné prevádzkarne, ktoré predávajú potraviny konečným spotrebiteľom.
- (10) Podľa zákona o odvode z maloobchodného predaja použije ministerstvo poľnohospodárstva čistý výnos z tohto odvodu najmä na podporu poľnohospodárskeho a potravinárskeho sektoru. Čisté výnosy predstavujú rozdiel medzi a) príjmami z odvodu z maloobchodného predaja a b) výškou zníženia dane z príjmu právnických osôb v dôsledku odpočítania odvodu z maloobchodného predaja.
- (11) Zákon o odvode z maloobchodného predaja nadobudol účinnosť 1. januára 2019. Prvým odvodovým obdobím je obdobie od januára do marca 2019, pričom odvod sa má uhradiť do konca apríla 2019.

3. SŤAŽNOSŤ

- (12) Podľa sťažovateľa predstavuje odvod z maloobchodného predaja štátnu pomoc pre maloobchodníkov, ktorí sú úplne alebo čiastočne oslobodení od tohto odvodu. Sťažovateľ okrem toho tvrdí, že maloobchodníci vo vlastníctve zahraničných osôb, ktorí majú 45 % podiel na maloobchodnom trhu, zaplatia 99 % odvodu z maloobchodného predaja.
- (13) Podľa údajov za rok 2017, ktoré predložil sťažovateľ ⁽⁷⁾, v Slovenskej republike bolo identifikovaných 42 maloobchodných reťazcov s ročným obratom v rozmedzí od 3 miliónov do 1,45 miliardy EUR, ale odvodu z maloobchodného predaja bude podliehať len sedem najväčších maloobchodníkov (s ročnými obratmi od 134 miliónov do 1,45 miliardy EUR). Z týchto siedmich maloobchodníkov budú dvaja maloobchodníci, ktorí dosahujú najnižší obrat, od odvodu čiastočne oslobodení. Zvyšných 35 maloobchodných reťazcov s ročnými obratmi do 100 miliónov EUR bude úplne oslobodených od odvodu, pretože majú prevádzky v menej ako 12 okresoch.

⁽⁴⁾ V znení zákona o odvode z maloobchodného predaja, ktoré prijal slovenský parlament, bolo vymedzenie pojmu obchodný reťazec v § 2 ods. 1 písm. a) zmenené takto: „zoskupenie obchodných prevádzkarní, ktoré používajú rovnaké alebo vzájomne zameniteľné označenie obchodným názvom a ktoré sú prevádzkované tým istým podnikateľom alebo vzájomne majetkovo alebo personálne prepojenými podnikateľmi [...]“ (zvýraznené autorom).

⁽⁵⁾ Ustanovenie § 2 ods. 1 písm. e) návrhu zákona o odvode z maloobchodného predaja nebolo zahrnuté do konečnej verzie prijatého zákona.

⁽⁶⁾ Nariadenie Komisie (EÚ) č. 651/2014 zo 17. júna 2014 o vyhlásení určitých kategórií pomoci za zlučiteľné s vnútorným trhom podľa článkov 107 a 108 zmluvy (Ú. v. EÚ L 187, 26.6.2014, s. 1 – 78).

⁽⁷⁾ Príloha 6 k sťažnosti: *Obraty a informácie o trhovách podieloch obchodných reťazcov.*

- (14) V neposlednom rade 25 z 35 oslobodených maloobchodných reťazcov s individuálnymi obratmi v rozmedzí od 9 do 100 miliónov EUR je členom jednej obchodnej aliancie s kombinovaným ročným obratom vyšším ako 1 miliarda EUR.

4. STANOVISKO SLOVENSKÝCH ORGÁNOV

- (15) Podľa slovenských orgánov dominuje na trhu s potravinami v Slovenskej republike niekoľko maloobchodných reťazcov (tie, ktoré spĺňajú podmienky na uplatňovanie odvodu z maloobchodného obratu). Hoci v tomto prípade nejde o dominantné postavenie v súlade s pravidlami ochrany hospodárskej súťaže, silné deformačné postavenie týchto maloobchodných reťazcov na trhu je nepopierateľné. Uvedené maloobchodné reťazce využívajú nekalé praktiky, zneužívajú svoju trhovú silu, nerovnomerne rozdeľujú marže a prostredníctvom cenového diktátu vyvíjajú tlak na miestnych výrobcov. V dôsledku toho tieto maloobchodné reťazce generujú zisky, ktoré sú disproporčné oproti ziskom iných účastníkov potravinového reťazca. Cieľom odvodu z maloobchodného predaja je zabezpečiť, aby maloobchodné reťazce prispievali k spravodlivému prerozdeleniu ziskov v potravinovom dodávateľskom reťazci prevodom určitej časti ich ziskov na štát. Štát následne investuje príjmy z tohto odvodu do výroby a spracovania potravín v súlade s pravidlami štátnej pomoci.

- (16) Slovenské orgány ďalej tvrdia, že oslobodenie určitých spoločností od odvodu nepredstavuje štátnu pomoc, pretože oslobodení maloobchodníci nespôsobujú narušenie potravinového dodávateľského reťazca, a preto sa nachádzajú v inej situácii než maloobchodníci, ktorí sú povinní platiť odvod. Konkrétne slovenské orgány tvrdia, že:

— *obchodné aliancie* nemusia mať nevyhnutne právnu subjektivitu, čo by mohlo viesť k problémom pri vykonávaní právneho predpisu. Obchodné aliancie okrem toho neodvodzujú priamy zisk z potravinového dodávateľského reťazca. Odvod z maloobchodného predaja sa preto vzťahuje na ich jednotlivých členov, ak spĺňajú podmienky na jeho uplatnenie.

— *Podniky, ktoré majú prevádzky v menej ako 15 % okresoch*, nemajú takú ekonomickú silu, ktorá by spôsobovala nerovnováhu v potravinovom dodávateľskom reťazci. Okrem toho pôsobia v oblastiach, ktoré nie sú ekonomicky životaschopné, a preto majú význam zo spoločenského hľadiska.

— MSP nemajú takú veľkú ekonomickú silu ako veľké podniky a neťažia z potravinového dodávateľského reťazca disproporčné zisky. Zároveň plnia spoločensky dôležité funkcie napríklad tým, že pôsobia v chudobných alebo odľahlých regiónoch.

— V rámci cieľa referenčného systému by *predajne, ktoré vlastní výrobcovia potravín*, mali byť skôr príjemcami prerozdeleného zisku ako prispievateľmi.

— *Špecializovaní maloobchodníci* majú regionálny význam a nevytvárajú nerovnováhu v potravinovom dodávateľskom reťazci.

— Dôvodom oslobodenia *maloobchodného obratu z najmenej rozvinutých okresov a malých obcí* je zaistiť zabezpečovanie dodávok potravín pre občanov takýchto okresov a obcí. Toto oslobodenie sa vzťahuje na obrat obchodných prevádzok, a nie na konkrétne obchodné subjekty. Toto oslobodenie preto nemožno považovať za poskytnutie výhody konkrétnej spoločnosti alebo druhu tovaru. Oslobodenie je okrem toho v súlade s cieľom spočívajúcim v náprave nerovnováhy v potravinovom dodávateľskom reťazci. Na základe kritérií miery nezamestnanosti boli identifikované najmenej rozvinuté okresy. Aktuálne ide o 20 okresov (zo 79 okresov).

— Cieľom referenčného systému je riešiť nerovnováhu v potravinovom dodávateľskom reťazci. Preto sa nevzťahuje na subjekty, ktoré nie sú primárne maloobchodnými predajcami potravín, t. j. *generujú menej ako 25 % svojho obratu z predaja potravín*.

- (17) Slovenské orgány takisto tvrdia, že odvod z maloobchodného predaja, nemožno považovať za štátnu pomoc, pretože nemá žiadny vplyv na obchod medzi členskými štátmi. Maloobchodníci vo vlastníctve zahraničných osôb môžu vstúpiť na slovenský trh za rovnakých podmienok ako maloobchodníci vo vlastníctve slovenských osôb a od odvodu z maloobchodného predaja budú oslobodení na základe splnenia rovnakých podmienok ako slovenskí maloobchodníci. Podniky oslobodené od odvodu z maloobchodného predaja okrem toho dodávajú tovar len na obmedzenom území Slovenskej republiky a je nepravdepodobné, že by takéto podniky prilákali zákazníkov zo zahraničia. Odvod z maloobchodného predaja nemá žiadny vplyv na podmienky týkajúce sa cezhraničných investícií alebo usadenie sa.

- (18) Keďže slovenské orgány zastávajú názor, že odvod z maloobchodného predaja nezahŕňa štátnu pomoc, domnievajú sa, že nie je potrebné skúmať jeho zlučiteľnosť s vnútorným trhom.

5. EXISTENCIA POMOCI

- (19) V článku 107 ods. 1 zmluvy sa stanovuje: „pomoc poskytovaná členskými štátom alebo akoukoľvek formou zo štátnych prostriedkov, ktorá naruša hospodársku súťaž alebo hrozí narušením hospodárskej súťaže tým, že zvýhodňuje určitých podnikateľov alebo výrobu určitých druhov tovaru, je nezlučiteľná s vnútorným trhom, pokiaľ ovplyvňuje obchod medzi členskými štátmi“.
- (20) Preto, aby sa opatrenie považovalo za pomoc v zmysle tohto ustanovenia, musia byť splnené tieto kumulatívne podmienky: i) opatrenie musí byť pripísateľné štátu a musí byť financované zo štátnych prostriedkov; ii) musí poskytovať nejakú výhodu podnikovi; iii) táto výhoda musí byť selektívna a iv) opatrenie musí narušovať hospodársku súťaž alebo hroziť narušením hospodárskej súťaže a ovplyvňovať obchod medzi členskými štátmi.

5.1. Štátne zdroje a pripísateľnosť štátu

- (21) Aby sa opatrenie považovalo za štátnu pomoc, musí byť pripísateľné štátu a musí byť financované zo štátnych prostriedkov.
- (22) Keďže odvod z maloobchodného predaja vyplýva zo zákona slovenského parlamentu, je jasne pripísateľný Slovenskej republike.
- (23) Pokiaľ ide o financovanie opatrenia zo štátnych zdrojov, ak výsledok opatrenia je taký, že štát sa zriekne príjmov, ktoré by za normálnych okolností vybral od podniku, je táto podmienka tiež splnená⁽⁸⁾. V tomto prípade Komisia zaujíma predbežné stanovisko, že stanovením výnimiek z odvodu z maloobchodného predaja sa Slovenská republika zrieka zdrojov, ktoré by inak bola oprávnená vyberať od podnikov, ktoré sú úplne alebo čiastočne oslobodené od tohto odvodu.

5.2. Výhoda

- (24) Ak opatrenie prijaté štátom zlepšuje čistú finančnú situáciu podniku, konštatuje sa existencia výhody v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ⁽⁹⁾. Ak sa preukáže existencia výhody, je potrebné zohľadniť účinok samotného opatrenia⁽¹⁰⁾. Pokiaľ ide o fiškálne opatrenia, výhoda sa môže poskytnúť prostredníctvom rôznych typov zníženia daňového zaťaženia spoločnosti, najmä prostredníctvom oslobodenia od dane alebo zníženia uplatniteľnej sadzby dane, daňového základu alebo splatnej sumy dane⁽¹¹⁾. Napriek tomu, že opatrenie, ktoré spočíva v oslobodení od dane alebo odvodu alebo v ich znížení, nepredstavuje prevod prostriedkov od štátu, vytvára výhodu, pretože stavia podniky, na ktoré sa vzťahuje, do finančnej situácie, ktorá je výhodnejšia ako situácia iných daňových subjektov, a má za následok stratu príjmu pre štát⁽¹²⁾.
- (25) Zákonom o odvode z maloobchodného predaja sa zavádza odvod z obratu maloobchodníkov predávajúcich potraviny konečným spotrebiteľom. Ako sa uvádza v bode (9), v zákone sa stanovuje oslobodenie určitých kategórií maloobchodníkov a obratu z určitých maloobchodných predajní od odvodu. Preto sa na základe ustanovení zákona o odvode z maloobchodného predaja poskytuje určitým podnikom úplná alebo čiastočná úľava, pokiaľ ide o platbu odvodu z maloobchodného predaja. Takéto oslobodenie predstavuje pre dané podniky výhodu v tom zmysle, že sú oslobodené od finančných nákladov, konkrétne od odvodu z obratu z predaja potravín konečným spotrebiteľom.
- (26) Komisia preto zaujíma predbežné stanovisko, že v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ poskytuje zákon o odvode z maloobchodného predaja maloobchodníkom, ktorí predávajú potraviny konečným spotrebiteľom a ktorí sú úplne alebo čiastočne oslobodení od platby odvodu z maloobchodného predaja, ekonomickú výhodu.

5.3. Selektívnosť

- (27) Podľa judikatúry posúdenie podmienky týkajúcej sa selektívnosti príslušnej výhody si vyžaduje v prvom rade zistenie, či v rámci danej právnej úpravy zvýhodňuje dotknuté vnútroštátne opatrenie „určitých podnikateľov alebo výrobu určitých druhov tovaru“ pred inými podnikmi, ktoré sa z hľadiska cieľa sledovaného uvedenou úpravou nachádzajú v porovnateľnej situácii a sú tak vystavené odlišnému zaobchádzaniu, ktoré možno v podstate kvalifikovať ako diskriminačné⁽¹³⁾.

⁽⁸⁾ Rozsudok Súdneho dvora zo 16. mája 2000, Francúzsko/Ladbroke Racing Ltd a Komisia, C-83/98 P, EU:C:2000:248, body 48 až 51. Podobne opatrenie, ktoré určitým podnikom umožňuje zníženie dane alebo odklad platby normálne splatnej dane, môže predstavovať štátnu pomoc (pozri rozsudok Súdneho dvora z 8. septembra 2011, Paint Graphos a i., spojené veci C-78/08 až C-80/08 EU:C:2011:550, bod 46).

⁽⁹⁾ Vec C-417/10, 3M Italia, EU:C:2012:184, bod 38.

⁽¹⁰⁾ Vec 173/73, Taliansko/Komisia, EU:C:1974:71, bod 13.

⁽¹¹⁾ Rozsudok Súdneho dvora z 15. decembra 2005, Taliansko/Komisia, C-66/02, EU:C:2005:768, bod 78; rozsudok Súdneho dvora z 10. januára 2006, Cassa di Risparmio di Firenze a iní, C-222/04, EU:C:2006:8, bod 132; rozsudok Súdneho dvora z 9. októbra 2014, Ministerio de Defensa a Navantia, C-522/13, EU:C:2014:2262, body 21 až 31.

⁽¹²⁾ Rozsudok Súdneho dvora z 15. júna 2006, Air Liquide Industries Belgium, C-393/04 a C-41/05, EU:C:2006:403, bod 30 a rozsudok Súdneho dvora z 15. marca 1994, Banco Exterior de España, C-387/92, EU:C:1994:100, bod 14.

⁽¹³⁾ Vec C-374/17, A Brauerei, EU:C:2018:1024, bod 35 a citovaná judikatúra.

5.3.1. *Diskriminuje opatrenie medzi porovnateľnými podnikmi?*

- (28) Na to, aby sa vnútroštátne daňové opatrenie mohlo považovať za selektívne, musí Komisia najskôr identifikovať bežný alebo „obvyklý“ daňový systém uplatniteľný v dotknutom členskom štáte, t. j. tzv. referenčný systém, a ďalej preukázať, že dané daňové opatrenie sa odchyľuje od uvedeného systému, pretože zavádza rozdiely medzi hospodárskymi subjektmi, ktoré sa z hľadiska cieľa sledovaného daným systémom nachádzajú v porovnateľnej skutkovej a právnej situácii⁽¹⁴⁾.
- (29) Referenčný systém tvorí jednotný súbor pravidiel, ktoré sa všeobecne uplatňujú – na základe objektívnych kritérií – na všetky podniky patriace do rozsahu jeho pôsobnosti vymedzeného cieľom systému. V tomto prípade Komisia považuje za referenčný systém odvod z maloobchodného predaja uplatniteľný na podniky zaoberajúce sa predajom potravín konečnému spotrebiteľovi v Slovenskej republike.
- (30) Podľa § 4 ods. 1 zákona o odvode z maloobchodného predaja sa tento odvod vyberá z celého obratu maloobchodníkov predávajúcich potraviny vrátane ich obratu, ktorý nepochádza z predaja potravín. Fiškálnym cieľom tohto odvodu je teda zdaníť obrat maloobchodníkov predávajúcich potraviny, ktorý predstavuje predmet tejto daňovej povinnosti a zdaniteľnú udalosť⁽¹⁵⁾. Z hľadiska uvedeného cieľa sú všetci maloobchodníci predávajúci potraviny v porovnateľnej skutkovej a právnej situácii.
- (31) Ako už bolo vysvetlené v bode (25), v zákone o odvode z maloobchodného predaja sa zavádzajú určité podmienky na uplatňovanie odvodu z maloobchodného predaja, ako aj určité oslobodenia pre určité typy podnikov alebo pre obrat z určitých maloobchodných predajní v závislosti od ich umiestnenia. V dôsledku toho Komisia zaujíma predbežné stanovisko, že nasledujúce kategórie maloobchodníkov, ktorí sú úplne alebo čiastočne oslobodení od odvodu z maloobchodného predaja, sa nachádzajú v porovnateľnej právnej a skutkovej situácii ako maloobchodníci, na ktorých sa odvod z maloobchodného predaja vzťahuje:
- členovia obchodných aliancií a franšíz,
 - maloobchodníci, ktorí pôsobia v menej ako 15 % všetkých okresov,
 - malé a stredné podniky,
 - predajne výrobcov,
 - maloobchodníci, v prípade ktorých aspoň 80 % ich obratu pochádza z predaja potravín jednej triedy,
 - zariadenia spoločného stravovania,
 - maloobchodníci, ktorí generujú obrat z predajní s menej ako 10 zamestnancami v najmenej rozvinutých okresoch,
 - maloobchodníci, ktorí generujú obrat z predajní v obciach, ktoré nemajú viac ako tri predajne predávajúce potraviny,
 - maloobchodníci, ktorí generujú menej ako 25 % svojho obratu z predaja potravín konečnému spotrebiteľovi, a
 - maloobchodníci, ktorých výška odvodu nepresahuje 5 000 EUR za štvrtrok.
- (32) Pokiaľ ide o prvú kategóriu oslobodených maloobchodníkov, z údajov za rok 2017⁽¹⁶⁾, ktoré predložil sťažovateľ, vyplýva, že kým jeden člen obchodnej aliancie (s individuálnym obratom 136 miliónov EUR) spĺňa podmienky na uplatňovanie odvodu z maloobchodného predaja na individuálnej úrovni, 25 maloobchodníkov s individuálnymi obratmi v rozmedzí od 9 do 100 miliónov EUR (ktorí sú členmi jednej obchodnej aliancie s kombinovaným ročným obratom vyšším ako 1 miliarda EUR) odvodu nepodlieha, pretože každý z nich má prevádzky v menej než 15 % okresov v Slovenskej republike.

⁽¹⁴⁾ Vec C-374/17, A Braueri, EU:C:2018:1024, bod 36 a citovaná judikatúra.

⁽¹⁵⁾ Vec C-374/17, A Braueri, EU:C:2018:1024, bod 39.

⁽¹⁶⁾ Príloha 6 k sťažnosti: *Obraty a informácie o trhových podieloch obchodných reťazcov*.

- (33) Pokiaľ ide o druhú kategóriu oslobodených podnikov, podľa informácií, ktoré poskytli slovenské orgány, v Slovenskej republike je 79 okresov, čo znamená, že na to, aby maloobchodník podliehal odvodu z maloobchodného predaja, musel by mať prevádzky aspoň v 12 okresoch. Podľa štúdie, ktorú poskytol sťažovateľ⁽¹⁷⁾, je s výnimkou veľkých medzinárodných maloobchodníkov na slovenskom maloobchodnom trhu typické, že domáci maloobchodníci nepôsobia na celoštátnej úrovni, ale len v rámci jedného alebo niekoľkých regiónov. Títo maloobchodníci sú obvykle členmi obchodných aliancií. Takisto sa zdá, že určití maloobchodníci sa zameriavajú na širší región Bratislavy. Vzhľadom na zavedenie podmienky mať prevádzky aspoň v 15 % okresov, bude preto odvodu z maloobchodného predaja podliehať len 7 zo 42 identifikovaných maloobchodných reťazcov v Slovenskej republike.
- (34) Pokiaľ ide o oslobodenie MSP, podľa informácií, ktoré predložil sťažovateľ⁽¹⁸⁾, v roku 2017 malo 26 zo 42 maloobchodných reťazcov identifikovaných na slovenskom trhu obrat nižší ako 50 miliónov EUR. Mnohí z týchto maloobchodníkov by vzhľadom na počet zamestnancov alebo ich celkovú ročnú súvahu pravdepodobne spadali do vymedzenia pojmu MSP⁽¹⁹⁾.
- (35) Vzhľadom na uvedené skutočnosti Komisia dospela k predbežnému záveru, že úplné alebo čiastočné oslobodenie kategórií maloobchodníkov uvedených v bode (31) od odvodu predstavuje výnimku z referenčného systému a je preto *prima facie* diskriminačné.

5.3.2. Je opatrenie odôvodnené povahou a všeobecnou štruktúrou referenčného systému?

- (36) Opatrenie spočívajúce vo výnimke z uplatňovania všeobecného pravidla môže byť odôvodnené, ak dotknutý členský štát môže preukázať, že toto opatrenie vyplýva priamo zo základných alebo hlavných zásad referenčného systému. V tomto ohľade je potrebné rozlišovať medzi cieľmi, ktoré sú stanovené pre osobitný referenčný systém a nie sú vlastné tomuto systému, a vlastnými mechanizmami samotného systému, ktoré sú nevyhnutné na uskutočňovanie týchto cieľov⁽²⁰⁾. Zároveň je potrebné zabezpečiť, aby opatrenia boli proporcionálne a nešli nad rámec toho, čo je nevyhnutné na dosiahnutie sledovaného legitímneho cieľa v tom zmysle, že daný cieľ by nebolo možné dosiahnuť opatreniami menšieho rozsahu⁽²¹⁾.
- (37) Podľa slovenských orgánov je cieľom odvodu z maloobchodného predaja prerozdeliť v rámci potravinového dodávateľského reťazca disproporčné zisky, ktoré sú maloobchodné reťazce so značnou trhovou silou schopné vyťažiť prostredníctvom cenového diktátu a vyvíjania tlaku na miestnych výrobcov. V tejto fáze má Komisia pochybnosti o tom, či odvod z maloobchodného predaja dosahuje tento cieľ vhodným a proporcionálnym spôsobom.
- (38) Len v súvislosti s predajňami výrobcov a maloobchodníkmi, v prípade ktorých výška odvodu nepresahuje 5 000 EUR za štvrtrok, možno dospieť k záveru, že nedokážu vyťažiť disproporčné zisky prostredníctvom cenového diktátu a vyvíjania tlaku na výrobcov. Maloobchodníci predávajúci potraviny, ktoré primárne (aspoň z 80 %) vyrába tá istá alebo pridružená spoločnosť, nemajú obchodný záujem na tom, aby uplatňovali nekalé obchodné praktiky voči tejto pridruženej spoločnosti a len okrajovo spolupracujú s dodávateľmi potravín, ktorí sú tretími stranami. Pokiaľ ide o oslobodenie maloobchodníkov, v prípade ktorých výška odvodu nepresahuje 5 000 EUR za štvrtrok, ide o maloobchodníkov s obratom do 200 000 EUR za štvrtrok. Nie je pravdepodobné, že by takíto malí maloobchodníci mali trhovú silu, ktorá by im umožňovala diktovať ceny alebo vyvíjať tlak na výrobcov. Vzhľadom na uvedené skutočnosti dospela Komisia k predbežnému záveru, že oslobodenie týchto dvoch kategórií maloobchodníkov od odvodu z maloobchodného predaja je odôvodnené.
- (39) Na druhej strane nie je vylúčené, že ostatné kategórie maloobchodníkov oslobodených od odvodu z maloobchodného predaja by mohli diktovať ceny a vyvíjať tlak na miestnych výrobcov vzhľadom na svoju trhovú veľkosť.
- (40) Pokiaľ ide o obchodné aliancie a franšízy, ich trhovú silu vo vzťahu k ich dodávateľom sa musí posudzovať skôr na kolektívnej než na individuálnej úrovni, keďže uskutočňujú spoločný nákup tovaru alebo praktizujú iné zosúladené postupy vo vzťahu k dodávateľom. Slovenské orgány netrvdia, že franšízy a obchodné aliancie – a ich členovia na kolektívnej úrovni – nemajú trhovú silu, o čom svedčí aj skutočnosť, že ich v návrhu zákona, ktorý bol pôvodne predložený slovenskému parlamentu, zahrnuli do rozsahu pôsobnosti odvodu z maloobchodného predaja.

⁽¹⁷⁾ Príloha 2 k sťažnosti: Štúdia INNES o osobitnom odvode obchodných reťazcov – čo bolo uvedené v konečnej verzii (berúc do úvahy zmeny a doplnenia zo 6. decembra 2018).

⁽¹⁸⁾ Príloha 6 k sťažnosti: Obraty a informácie o trhovách podieloch obchodných reťazcov.

⁽¹⁹⁾ Maloobchodníci sú oslobodení od maloobchodnej dane, ak spadajú do vymedzenia pojmu v článku 2 ods. 1 prílohy I k nariadeniu č. 651/2014, v ktorom sa stanovuje: „Kategóriu mikropodnikov, malých a stredných podnikov („MSP“) tvoria podniky, ktoré zamestnávajú menej ako 250 osôb a ktorých ročný obrat nepresahuje 50 mil. EUR a/alebo celková ročná súvaha nepresahuje 43 mil. EUR.“

⁽²⁰⁾ Vec C-374/17, A. Braueri EU:C:2018:1024, bod 48 a citovaná judikatúra.

⁽²¹⁾ Spojené veci C-78/08 až C-80/08, Paint Graphos, EU:C:2011:550, body 73 a 75.

- (41) Pokiaľ ide o jednu obchodnú alianciu ⁽²²⁾, Komisia poznamenáva, že jeden z jej členov bude odvodu podliehať, kým ostatní členovia budú od neho oslobodení napriek tomu, že čerpajú výhody zo zosúladených postupov pri nákupe tovaru. Z údajov za rok 2017, ktoré predložil sťažovateľ ⁽²³⁾, vyplýva, že kým traja maloobchodníci s ročným obratom v rozmedzí od 134 do 148 miliónov EUR by odvodu z maloobchodného predaja podliehali, členovia obchodnej aliancie ⁽²⁴⁾ s individuálnym obratom do 100 miliónov EUR a kombinovaným ročným obratom vyšším ako 1 miliarda EUR by odvodu nepodliehali. Z údajov databázy *Euromonitor International* vyplýva, že v roku 2018 tá istá obchodná aliancia mala 7,7 % podiel na trhu, vďaka čomu sa stala tretím najväčším maloobchodným reťazcom na Slovensku a mala podstatne vyšší podiel na trhu než niektorí maloobchodníci, ktorí by odvodu podliehali, ako napríklad štvrtý najväčší maloobchodník ⁽²⁵⁾, ktorý má 3,8 % podiel na trhu, či ďalší maloobchodník ⁽²⁶⁾, ktorý má len 0,4 % podiel na trhu. Ďalšie dve obchodné aliancie ⁽²⁷⁾ patria medzi najväčšie maloobchodné reťazce v Slovenskej republike a majú tiež podstatne vyšší podiel na trhu (2 % a 2,4 %) než iní maloobchodníci, ktorí odvodu podliehajú. Odvodu však podlieha len jeden z ich členov, pričom ostatní členovia sú oslobodení.
- (42) V dôsledku toho, aj keď sú maloobchodníci, zoskupení v obchodnej aliancii alebo franšíze, jednotlivovo príliš malí na to, aby diktovali ceny a vyvíjali tlak na výrobcov, ak ťažia zo zosúladených postupov vo vzťahu k dodávateľom, ich ekonomická sila na kolektívnej úrovni neodôvodňuje oslobodenie od odvodu udelené týmto podnikom podľa zákona o odvode z maloobchodného predaja. Pokiaľ ide o tvrdenie slovenských orgánov, že obchodné aliancie nemusia mať právnu subjektivitu resp. nemusia generovať príjmy priamo z maloobchodu, pokiaľ franšíza alebo obchodná aliancia, ku ktorej patrí, spĺňa podmienky uplatňovania odvodu na kolektívnej úrovni, od každého z ich členov by sa mohlo požadovať, aby odvod priznávali a platili ako jednotlivý podnik. V každom prípade skutočnosť, že členovia zoskupenia prevádzkárni nemajú spoločného vlastníka, nevylučuje existenciu selektívneho zaobchádzania.
- (43) Pokiaľ ide o maloobchodníkov, ktorí pôsobia v menej ako 15 % všetkých okresov, geografický rozsah činností maloobchodníka sa nezdá byť relevantným ukazovateľom na stanovenie jeho trhovej sily. Ak je obrat v súlade s domnienkou slovenských orgánov primeraným ukazovateľom trhovej sily, Komisia poznamenáva, že maloobchodník, ktorý je významne zastúpený (a má vysoký obrat) len v niekoľkých okresoch, stále môže mať značnú trhovú silu v porovnaní s miestnymi dodávateľmi potravín, pričom maloobchodník, ktorý je zastúpený v menšej miere (a má nižší obrat) v mnohých okresoch nemusí mať takú silu.
- (44) Geografický rozsah činností maloobchodníka nie je nevyhnutne meradlom potenciálneho dosahu tohto maloobchodníka, pokiaľ ide o zákazníkov (čo by mohlo odzrkadľovať jeho trhovú silu). Navyše, najľudnatejší okres na Slovensku má viac než 174 tisíc obyvateľov, pričom ten najmenej ľudnatý má približne 12 tisíc obyvateľov ⁽²⁸⁾. Preto maloobchodník s prevádzkami v menej ako 11 okresoch s veľkým počtom obyvateľov môže mať dosah na podstatne vyšší počet zákazníkov než maloobchodný predajca s prevádzkami vo viac než 11 okresoch (s nižším počtom obyvateľov). Summa summarum, maloobchodníci, ktorí pôsobia v menej ako 12 okresoch, môžu mať porovnateľnú trhovú silu ako maloobchodníci s podobnými obratmi, ktorí pôsobia vo viac ako 12 okresoch.
- (45) Tvrdenie slovenských orgánov, že maloobchodníci, ktorí majú prevádzky v menej než 15 % okresov, pôsobia v oblastiach, ktoré nie sú ekonomicky životaschopné, a preto majú význam zo spoločenského hľadiska, nie je podporené žiadnymi štúdiami ani údajmi. Naopak podľa štúdie ⁽²⁹⁾, ktorú predložil sťažovateľ, sa určití maloobchodníci zameriavajú na bohatšiu klientelu v širšom regióne Bratislavy. Slovenské orgány takisto nevysvetlili, ako uvedené tvrdenie súvisí so sledovaným cieľom odvodu z maloobchodného predaja.
- (46) Pokiaľ ide o MSP, slovenské orgány nepredložili žiadne údaje ani štúdie, ktoré by vysvetľovali tvrdenie, že maloobchodné reťazce s obratom do 50 miliónov EUR nemajú dostatočnú trhovú silu na to, aby ťažili z potravinového dodávateľského reťazca disproporčné zisky rovnako ako veľkí maloobchodní predajcovia. Slovenské orgány sa vo svojom stanovisku odvolali na návrh Komisie na smernicu o nekalých obchodných praktikách ⁽³⁰⁾. Odhliadnuc od toho, že tento návrh nestanovuje daň z obratu, ale zakazuje určité formy nekalých obchodných praktík, jeho rozsah uplatňovania sa vzťahuje na oveľa širšiu kategóriu podnikov, než je kategória podnikov oslobodená od odvodu z maloobchodného predaja. Podľa článku 1 ods. 2 návrhu smernice o nekalých obchodných praktikách, ktorý sa v súčasnosti prerokúva v rámci legislatívneho postupu schvaľovania, „sa táto smernica uplatňuje na určité nekalé obchodné praktiky, ktoré sa vyskytujú pri predaji poľnohospodárskych a potravinárskych výrobkov dodávateľmi, ktorých ročný obrat nepresahuje 2 milióny EUR, nákupcom, ktorých ročný obrat je vyšší ako 2 milióny EUR (...)“. To znamená, že aj MSP s obratom oveľa nižším ako 50 miliónov EUR môžu u svojich menších dodávateľov presadzovať nespravodlivé obchodné podmienky.

⁽²²⁾ CBA Kereskedelmi Kft.

⁽²³⁾ Príloha 6 k sťažnosti: *Obraty a informácie o trhovách podieloch obchodných reťazcov*.

⁽²⁴⁾ Coop Jednota Slovensko, spotrebné družstvo.

⁽²⁵⁾ Billa (Rewe Group).

⁽²⁶⁾ Milk-Agro, spol. s r.o.

⁽²⁷⁾ Potraviny FRESH s.r.o a CBA Kereskedelmi Kft.

⁽²⁸⁾ Pozri údaje uverejnené Štatistickým úradom Slovenskej republiky pre okres Prešov a okres Medzilaborce: <https://slovak.statistics.sk/wps/portal/ext/themes/demography/population/indicators/>.

⁽²⁹⁾ Príloha 2 k sťažnosti: *Štúdiá INNES o osobitnom odvode obchodných reťazcov – čo bolo uvedené v konečnej verzii (berúc do úvahy zmeny a doplnenia zo 6. decembra 2018)*.

⁽³⁰⁾ Návrh smernice Európskeho parlamentu a Rady o nekalých obchodných praktikách vo vzťahoch medzi podnikmi v potravinovom dodávateľskom reťazci, COM(2018) 173 final – 2018/082 (COD). Pozri aj legislatívne uznesenie Európskeho parlamentu z 12. marca 2019 o návrhu smernice Európskeho parlamentu a Rady o nekalých obchodných praktikách vo vzťahoch medzi podnikmi v potravinovom dodávateľskom reťazci [COM(2018) 0173 – C8-0139/2018 – 2018/0082(COD)] uverejnené na webovom sídle Európskeho parlamentu: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+TA+P8-TA-2019-0152+0+DOC+PDF+V0//SK>.

- (47) Pokiaľ ide o špecializovaných maloobchodníkov, podľa zákona o odvode z maloobchodného predaja sa za špecializovaného maloobchodníka považuje maloobchodník, ktorý získava aspoň 80 % svojho obratu z predaja jednej kategórie výrobkov (napr. mliečnych výrobkov alebo mäsa). Nešpecializovaný maloobchodník získava z rovnakej kategórie výrobkov oveľa menšiu časť svojho obratu. To znamená, že špecializovaný maloobchodník s obratom porovnateľným s obratom nešpecializovaného maloobchodníka bude mať výrazne vyšší obrat v konkrétnej kategórii výrobkov, a preto je pravdepodobnejšie, že bude mať ekonomickú silu voči dodávateľom príslušných výrobkov.
- (48) Pokiaľ ide o zariadenia spoločného stravovania, tieto pôsobia v potravinovom dodávateľskom reťazci na rovnakom stupni ako maloobchodníci – predávajú potraviny konečným spotrebiteľom. Ak zariadenia spoločného stravovania spĺňajú ostatné podmienky pre uplatňovanie odvodu z maloobchodného predaja (napr. výška odvodu presahuje 5 000 EUR za štvrťrok), potom môžu mať rovnakú ekonomickú silu ako maloobchodníci rovnakej veľkosti a takisto môžu prispievať k nespravodlivému rozdeleniu ziskov v potravinovom dodávateľskom reťazci. Preto, ak cieľom odvodu z maloobchodného predaja je prerozdelenie zisky zo všetkých subjektov, ktoré predávajú potraviny konečným spotrebiteľom, zdá sa, že neexistuje žiaden dôvod na oslobodenie zariadení spoločného stravovania od tohto odvodu.
- (49) Pokiaľ ide o oslobodenie od odvodu na základe obratu maloobchodníkov v obciach, ktoré nemajú viac ako tri predajne predávajúce potraviny konečným spotrebiteľom, a o oslobodenie od odvodu na základe obratu predajní s menej ako 10 zamestnancami v najmenej rozvinutých okresoch Slovenskej republiky, slovenské orgány nepredložili argumenty, podľa ktorých by títo maloobchodníci nemohli diktovať ceny či vyvíjať tlak na výrobcov. Slovenské orgány namiesto toho uvádzajú, že cieľom tohto oslobodenia je zaistiť zabezpečovanie dodávok potravín. Komisia má pochybnosti o tom, či tento cieľ predstavuje inherentný cieľ odvodu z maloobchodného predaja na základe obratu, ktorého sledovaným účelom je prerozdelenie disproporčných ziskov v potravinovom dodávateľskom reťazci. Je skutočne otáznosť, či je možné zosúladiť zaistenie zabezpečovania dodávok potravín s uvedeným sledovaným cieľom. Ak sa na maloobchodný reťazec odvod vzťahuje, a preto sa považuje za reťazec so značnou trhovou silou, ktorý generuje disproporčné zisky, tieto zisky môže generovať zo všetkých svojich maloobchodných predajní bez ohľadu na to, kde sa tieto predajne nachádzajú. V každom prípade slovenské orgány neposkytli žiadne dôkazy ani posúdenie vplyvu o tom, ako takéto oslobodenie od odvodu ovplyvňuje zabezpečovanie dodávok potravín. Slovenské orgány takisto nepredložili žiadny dôkaz o tom, že v príslušných okresoch sú dodávky potravín nedostatočne zabezpečené, alebo že by uplatňovanie odvodu z maloobchodného predaja v týchto okresoch spôsobilo tento nedostatok. V neposlednom rade slovenské orgány nevysvetľujú, ako obmedzenie oslobodenia od odvodu na obchody, ktoré nemajú viac ako 10 zamestnancov, prispieva k potravinovej bezpečnosti alebo splneniu cieľa odvodu z maloobchodného predaja.
- (50) Napokon, pokiaľ ide o maloobchodníkov, ktorí generujú menej ako 25 % svojho obratu z predaja potravín konečným spotrebiteľom, podiel predaja potravín na obrate maloobchodníka nemá vplyv na jeho schopnosť diktovať ceny alebo vyvíjať tlak na miestnych výrobcov. Predaj potravín maloobchodníkom so značným celkovým obratom, aj keď je tento predaj potravín nižší ako 25 %, môže v absolútnom vyjadrení prekročiť predaj potravín maloobchodníkom s menším celkovým obratom, aj keď je predaj potravín vyšší ako 25 %. To by naznačovalo, že prvý uvedený maloobchodník môže mať väčšiu trhovú silu v potravinovom dodávateľskom reťazci, a to aj napriek nižšiemu podielu predaja potravín na jeho obrate.
- (51) Vzhľadom na uvedené skutočnosti Komisia dospela k predbežnému záveru, že *prima facie* diskriminácia spôsobená odvodom z maloobchodného predaja nie je odôvodnená, pokiaľ ide o tieto kategórie maloobchodníkov:
- členovia obchodných aliancií a franšíz,
 - maloobchodníci, ktorí pôsobia v menej ako 15 % všetkých okresov,
 - malé a stredné podniky,
 - maloobchodníci, v prípade ktorých aspoň 80 % ich obratu pochádza z predaja potravín jednej triedy,
 - zariadenia spoločného stravovania,
 - maloobchodníci, ktorí generujú obrat z predajní s menej ako 10 zamestnancami v najmenej rozvinutých okresoch,
 - maloobchodníci, ktorí generujú obrat z predajní v obciach, ktoré nemajú viac ako tri predajne predávajúce potraviny, ako aj
 - maloobchodníci, ktorí generujú menej ako 25 % svojho obratu z predaja potravín konečnému spotrebiteľovi.

5.3.3. Predbežný záver o selektívnosti

- (52) Komisia v tejto fáze dospela k záveru, že odvod z maloobchodného predaja je selektívny, pretože zvýhodňuje kategórie podnikov uvedené v bode 51, v porovnaní s podnikmi, ktoré sú povinné platiť odvod z maloobchodného predaja.

- (53) Zdá sa, že slovenské orgány vo svojom stanovisku tvrdia, že cieľ uvedený v bode 37 by sa mal zohľadniť pri posudzovaní toho, či maloobchodníci, ktorí sú od odvodu oslobodení, sa z hľadiska cieľa referenčného systému nachádzajú v porovnateľnej právnej a skutkovej situácii ako maloobchodníci, ktorí sú povinní platiť odvod z maloobchodného predaja. Komisia nesúhlasí, pretože relevantným na účely posúdenia porovnateľnosti situácie je fiškálny cieľ, pričom ostatné vlastné ciele opatrenia možno zohľadniť len na účely objektívneho odôvodnenia diskriminácie spôsobenej daným opatrením. Avšak, aj keby sa cieľ uvedený v bode 37 mohol zohľadniť v rámci posudzovania porovnateľnosti uskutočneného v časti 5.3.1., uplatniteľné by boli rovnaké úvahy ako v časti 5.3.2. Maloobchodníci uvedení v bode 51 by sa teda považovali za maloobchodníkov v porovnateľnej situácii ako maloobchodníci, na ktorých sa odvod z maloobchodného predaja vzťahuje. V dôsledku toho by Komisia dospela k predbežnému záveru, že príslušné oslobodenie od odvodu vedie k diskriminácii medzi maloobchodníkmi v porovnateľnej situácii a je *prima facie* selektívne bez toho, aby bolo odôvodnené povahou a všeobecnou štruktúrou systému.

5.4. Narušenie hospodárskej súťaže a vplyv na obchod v rámci Únie

- (54) Podľa článku 107 ods. 1 zmluvy opatrenie na to, aby predstavovalo štátnu pomoc, musí narušovať hospodársku súťaž alebo hroziť jej narušením a musí ovplyvňovať obchod v rámci Únie.
- (55) Maloobchod v Slovenskej republike je otvorený hospodárskej súťaži. Opatrením sa podniky oslobodené od odvodu oslobodzujú od odvodu, ktorý by inak museli zaplatiť zo svojho rozpočtu. Pomoc poskytnutá v rámci tohto opatrenia preto predstavuje prevádzkovú pomoc a ako taká môže zlepšiť konkurenčné postavenie oslobodených podnikov v porovnaní s maloobchodnými podnikmi, ktoré odvodu podliehajú. Podľa ustálenej judikatúry Súdneho dvora prevádzková pomoc narušuje hospodársku súťaž. Akákoľvek pomoc poskytnutá podnikom oslobodeným od odvodu z maloobchodného predaja by sa preto mala považovať za pomoc, ktorá narušuje hospodársku súťaž alebo hroziť jej narušením, keďže posilňuje finančnú pozíciu týchto podnikov na slovenskom maloobchodnom trhu.
- (56) Maloobchodný trh na Slovensku sa vyznačuje prítomnosťou slovenských prevádzkovateľov, ako aj prevádzkovateľov z iných členských štátov⁽³¹⁾. Oslobodenie od odvodu z maloobchodného predaja poskytuje selektívnu výhodu určitým maloobchodným podnikom, zatiaľ čo iní maloobchodníci, najmä v zahraničnom vlastníctve, odvodu z maloobchodného predaja podliehajú.
- (57) Podľa ustálenej judikatúry Súdneho dvora nie je potrebné preukázať, že pomoc má skutočný vplyv na obchod medzi členskými štátmi, ale stačí preukázať len to, že takýto obchod môže ovplyvniť⁽³²⁾. Súdny dvor konkrétne rozhodol, že „*ak finančná pomoc priznaná štátom posilňuje postavenie podniku v porovnaní s inými podnikmi, ktoré si konkurujú v obchode v rámci [Únie], tento obchod sa musí považovať za ovplyvnený pomocou*“.⁽³³⁾ Navyše, podpora z verejných zdrojov môže mať vplyv na obchod medzi členskými štátmi aj vtedy, ak sa jej príjemca priamo nepodieľa na cezhraničnom obchodovaní. Takáto podpora môže napríklad sťažiť vstup prevádzkovateľov z iných členských štátov na trh⁽³⁴⁾. Dokonca aj podpora poskytnutá podniku, ktorý poskytuje len miestne alebo regionálne služby, môže mať vplyv na obchod, ak by takéto služby mohli poskytovať aj podniky z iných členských štátov (aj prostredníctvom práva usadiť sa)⁽³⁵⁾.
- (58) V tomto prípade oslobodenie od odvodu z maloobchodného predaja posilňuje postavenie oslobodených podnikov v porovnaní s podnikmi, ktoré odvodu podliehajú. Na základe informácií, ktoré predložil sťažovateľ, šiesti zo siedmich maloobchodníkov, ktorí budú podliehať odvodu z maloobchodného predaja, sú vo vlastníctve podnikov so sídlom v iných členských štátoch. Opatrenie preto posilňuje postavenie podnikov oslobodených od odvodu v porovnaní s podnikmi, ktoré odvodu budú podliehať a ktoré súťažajú na trhu EÚ, a teda dané opatrenie môže ovplyvniť obchod medzi členskými štátmi.
- (59) Opatrenie by okrem toho mohlo odradiť nových prevádzkovateľov z iných členských štátov od vstupu na slovenský trh, ak títo prevádzkovatelia nespĺňajú podmienky na oslobodenie od odvodu.
- (60) Komisia sa preto v tejto fáze domnieva, že opatrenie môže narušovať hospodársku súťaž alebo hroziť jej narušením a môže mať vplyv na obchod v rámci Únie.

⁽³¹⁾ Napr. Tesco (Spojené kráľovstvo), Lidl (Nemecko), Kaufland (Nemecko), Billa (Rakúsko), Terno (Malta), CBA Slovakia (Luxembursko).

⁽³²⁾ Rozsudok Súdneho dvora zo 14. januára 2015, *Eventech/The Parking Adjudicator*, C-518/13, EU:C:2015:9, bod 65; rozsudok Súdneho dvora z 8. mája 2013, *Libert a i.*, spojené veci C-197/11 a C-203/11, EU:C:2013:288, bod 76.

⁽³³⁾ Rozsudok Súdneho dvora zo 14. januára 2015, *Eventech/The Parking Adjudicator*, C-518/13, EU:C:2015:9, bod 66; rozsudok Súdneho dvora z 8. mája 2013, *Libert a i.*, spojené veci C-197/11 a C-203/11, EU:C:2013:288, bod 77; rozsudok Všeobecného súdu zo 4. apríla 2001, *Friulia Venezia Giulia*, T-288/97, EU:T:2001:115, bod 41.

⁽³⁴⁾ Rozsudok Súdneho dvora zo 14. januára 2015, *Eventech/The Parking Adjudicator*, C-518/13, EU:C:2015:9, bod 67; rozsudok Súdneho dvora z 8. mája 2013, *Libert a i.*, spojené veci C-197/11 a C-203/11, EU:C:2013:288, bod 78; rozsudok Súdneho dvora z 24. júla 2003, *Altmark Trans*, C-280/00, EU:C:2003:415, bod 78.

⁽³⁵⁾ Rozsudok Súdneho dvora z 24. júla 2003, *Altmark Trans*, C-280/00, EU:C:2003:415, body 77 a 78.

5.5. Predbežné závery o existencii pomoci

- (61) Vzhľadom na uvedené skutočnosti Komisia zaujíma predbežné stanovisko, že odvod z maloobchodného predaja predstavuje štátnu pomoc v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ.

6. ZLUČITEĽNOSŤ POMOCI S VNÚTORNÝM TRHOM

- (62) Opatrenia štátnej pomoci možno považovať za zlučiteľné na základe výnimiek stanovených v zmluve, najmä v článku 107 ods. 2 a 3 a v článku 106 ods. 2 ZFEÚ. Je povinnosťou členského štátu, ktorý pomoc poskytuje, aby preukázal, že je táto štátna pomoc zlučiteľná s vnútorným trhom v súlade s článkom 107 ods. 2 alebo 3 zmluvy⁽³⁶⁾.
- (63) Komisia poznamenáva, že slovenské orgány neposkytli žiadne argumenty, prečo je dané opatrenie zlučiteľné s vnútorným trhom.
- (64) Komisia v tejto fáze zastáva názor, že sa neuplatňuje žiadna z výnimiek uvedených v daných ustanoveniach, keďže cieľom opatrenia zrejme nie je dosiahnutie žiadneho z cieľov uvedených v týchto ustanoveniach.
- (65) Komisia takisto pripomína, že za zlučiteľné s vnútorným trhom nemôže vyhlásiť také opatrenie štátnej pomoci, ktorého aspekty pomoci sú v rozpore s inými ustanoveniami zmluvy, ktoré sú nerozlučne späté s predmetom pomoci⁽³⁷⁾. Komisia v tejto fáze nemôže vylúčiť, že odvod z maloobchodného predaja je zameraný predovšetkým na podniky so zahraničným vlastníkom, čo by mohlo predstavovať porušenie článkov 49 a 54 ZFEÚ, v ktorých je stanovená základná sloboda usadiť sa⁽³⁸⁾.
- (66) Komisia má v dôsledku toho silné pochybnosti o tom, či opatrenie možno vyhlásiť za zlučiteľné s vnútorným trhom.

7. NEOPRÁVNENOSŤ POMOCI A MOŽNÉ VYMÁHANIE

- (67) Opatrenie nebolo Komisii notifikované v súlade s článkom 108 ods. 3 ZFEÚ, ani nebolo Komisiou vyhlásené za zlučiteľné s vnútorným trhom. Na základe predbežného posúdenia vykonaného Komisiou by sa opatrenie zavedené zákonom o odvode z maloobchodného predaja malo považovať za opatrenie, ktoré zahŕňa štátnu pomoc v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ a novú pomoc v zmysle článku 1 písm. c) nariadenia Rady (EÚ) 2015/1589⁽³⁹⁾. Keďže opatrenie nadobudlo účinnosť v rozpore s povinnosťou zachovať existujúci stav, ktorá sa stanovuje v článku 108 ods. 3 ZFEÚ, toto opatrenie takisto predstavuje *prima facie* neoprávnenú pomoc v zmysle článku 1 písm. f) nariadenia (EÚ) 2015/1589.
- (68) Ak sa vo formálnom vyšetrovaní konaní potvrdí, že opatrenie predstavuje neoprávnenú a nezlučiteľnú štátnu pomoc, v dôsledku tohto zistenia sa musí každá poskytnutá pomoc vymáhať od jej príjemcov podľa článku 16 nariadenia (EÚ) 2015/1589. Výška prípadnej poskytnutej pomoci, ktorá by sa mala vymáhať od príjemcov, by musela byť určená pre každého jednotlivého príjemcu prostredníctvom výpočtu odvodu z maloobchodného predaja, ktorý by prevádzkovateľ musel zaplatiť v prípade neexistencie tohto opatrenia. Sumy, ktoré by sa mali vymôcť od príjemcov pomoci, by mali zahŕňať úrok z vymáhanej sumy vypočítanej od dátumu poskytnutia pomoci.
- (69) Pomoc sa však nemusí vymáhať od podniku, ktorý bol od odvodu oslobodený, pokiaľ je výška jeho pomoci nižšia ako hranica pomoci *de minimis* vo výške 200 000 EUR stanovená v článku 3 ods. 2 nariadenia č. 1407/2013⁽⁴⁰⁾, za predpokladu, že sú splnené ostatné požiadavky stanovené v uvedenom nariadení.

⁽³⁶⁾ Vec T-68/03, Olympiaki Aeroporia Ypiresies/Komisia, EU:T:2007:253, bod 34.

⁽³⁷⁾ Vec C-74/76, Ianelli/Meroni, EU:C:1977:51, bod 14.

⁽³⁸⁾ Pozri, analogicky, rozsudok Súdneho dvora z 5. februára 2014, Hervis Sport-és Divatkereskedelmi Kft. C-385/12, EU:C:2014:47, v ktorom Súdny dvor rozhodol takto: „Články 49 ZFEÚ a 54 ZFEÚ sa majú vykladať v tom zmysle, že bránia právnej úprave členského štátu v oblasti dane z obratu z maloobchodnej činnosti v predajniach, ktorá daňovníkom, ktorí tvoria v rámci určitej skupiny spoločností ‚prepojené podniky‘ v zmysle tejto právnej úpravy, ukladá povinnosť sčítať ich obraty na účely uplatnenia značne progresívnej sadzby dane a následne rozdeliť takto získanú sumu dane medzi nich pomerne podľa ich skutočných obrátov, ak – čo prislúcha overiť vnútroštátnemu súdu – daňovníci patriaci do skupiny spoločností a podliehajúci najvyššej sadzbe osobitnej dane sú vo väčšine prípadov ‚prepojení‘ so spoločnosťami, ktoré majú svoje sídlo v inom členskom štáte.“

⁽³⁹⁾ Nariadenie Rady (EÚ) 2015/1589 z 13. júla 2015 stanovujúce podrobné pravidlá na uplatňovanie článku 108 Zmluvy o fungovaní Európskej únie (kodifikované znenie) (Ú. v. EÚ L 248, 24.9.2015, s. 9).

⁽⁴⁰⁾ Nariadenie Komisie (EÚ) č. 1407/2013 z 18. decembra 2013 o uplatňovaní článkov 107 a 108 Zmluvy o fungovaní Európskej únie na pomoc *de minimis*. Ú. v. EÚ L 352, 24.12.2013, s. 1 – 8.

8. PRÍKAZ NA POZASTAVENIE POMOCI

- (70) Listami z 11. januára a 13. februára 2019 boli slovenské orgány informované o tom, že Komisia zvažuje vydanie príkazu na pozastavenie pomoci v súlade s článkom 13 ods. 1 nariadenia Rady (EÚ) 2015/1589⁽⁴¹⁾. Slovenské orgány dostali možnosť predložiť pripomienky, ktoré predložili listom z 5. marca 2019 a v ktorých tvrdia, že opatrenie nepredstavuje štátnu pomoc.
- (71) Z uvedených dôvodov sa Komisia v tejto fáze domnieva, že opatrenie poskytuje určitým podnikom selektívnu výhodu, ktorá je odvodená zo štátnych zdrojov a je pripísateľná Slovenskej republike, a že opatrenie má potenciálny rušivý vplyv na hospodársku súťaž a obchod v rámci Únie. Komisia sa v tejto fáze preto domnieva, že opatrenie by mohlo predstavovať štátnu pomoc v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ. Na základe uvedených dôvodov sa Komisia okrem toho domnieva, že pomoc je neoprávnená, pretože Komisii nebola notifikovaná pred jej poskytnutím zo strany Slovenska, ako sa vyžaduje v článku 108 ods. 3 zmluvy.
- (72) Kvalifikácia vnútroštátneho opatrenia, ktoré je predmetom rozhodnutia o začatí formálneho vyšetrovacieho konania, ako neoprávnenej štátnej pomoci ukladá členskému štátu, ktorému je dané rozhodnutie určené, povinnosť bezodkladne pozastaviť uplatňovanie tohto opatrenia⁽⁴²⁾. Na to, aby Komisia mohla bojovať proti akémukoľvek porušeniu pravidiel stanovených v článku 108 ods. 3 ZFEÚ, jej Súdny dvor a článok 13 ods. 1 nariadenia Rady (EÚ) 2015/1589 navyše priznali právomoc nariadiť dotknutému členskému štátu po tom, čo ho vyzve, aby sa vyjadril, okamžité pozastavenie pomoci, ktorú považuje za neoprávnenú⁽⁴³⁾.
- (73) Príkaz na pozastavenie pomoci je preto dočasným opatrením, ktoré môže Komisia prijať, aby od členského štátu vyžadovala pozastavenie akejkoľvek neoprávnenej pomoci až do prijatia konečného rozhodnutia zo strany Komisie. Podmienky vydania príkazu na pozastavenie pomoci, ktoré sú stanovené v článku 13 ods. 1 nariadenia Rady (EÚ) 2015/1589, sú dvojaké: a) vecná podmienka, konkrétne kvalifikácia, v tejto fáze konania, dotknutého vnútroštátneho opatrenia zo strany Komisie ako neoprávnenej štátnej pomoci a b) procesná podmienka, ktorou sa dotknutému členskému štátu poskytuje možnosť predložiť svoje pripomienky⁽⁴⁴⁾.
- (74) Odvod z maloobchodného predaja nadobudol účinnosť 1. januára 2019. Prvé odvodové obdobie je prvý štvrťrok 2019 (január – marec 2019), pričom odvod sa má uhradiť do konca apríla 2019. Keď boli slovenské orgány požiadané o ich pripomienky k možnému začatiu formálneho vyšetrovacieho konania a k možnému vydaniu príkazu na pozastavenie pomoci, obmedzili tieto pripomienky len na vyjadrenie názoru, že dané opatrenie nepredstavuje štátnu pomoc. Vzhľadom na tieto pripomienky sa Komisia domnieva, že existuje riziko, že i napriek začatiu formálneho vyšetrovacieho konania slovenské orgány nepozastavia z vlastnej iniciatívy opatrenie, ktoré sa uplatňuje v rozpore s notifikačnou povinnosťou a povinnosťou zachovať existujúci stav, ktoré ukladá zmluva⁽⁴⁵⁾.
- (75) Vzhľadom na očakávané účinky opatrenia opísaného vo vyššie uvedenom posúdení štátnej pomoci je nevyhnutné bezodkladne pozastaviť uplatňovanie tohto opatrenia. Komisia preto považuje za potrebné vydať v súlade s článkom 13 ods. 1 nariadenia Rady (EÚ) 2015/1589 príkaz na pozastavenie pomoci.

9. ZÁVER

Vzhľadom na vyššie uvedené skutočnosti sa Komisia rozhodla začať formálne vyšetrovacie konanie podľa článku 108 ods. 2 ZFEÚ v súvislosti s opatrením zavedeným zákonom o odvode z maloobchodného predaja.

Komisia vyzýva slovenské orgány a zainteresované tretie strany, aby vo svojich pripomienkach k tomuto listu uviedli všetky informácie potrebné na úplné posúdenie danej veci a aby Komisii predložili náležité informácie.

Vzhľadom na vyššie uvedené skutočnosti Komisia v súlade s postupom stanoveným v článku 108 ods. 2 ZFEÚ žiada Slovenskú republiku, aby do jedného mesiaca od doručenia tohto listu predložila svoje pripomienky a poskytla všetky informácie, ktoré môžu pomôcť pri posudzovaní opatrenia. Komisia žiada, aby slovenské orgány bezodkladne zaslali kópiu tohto listu všetkým (potenciálnym) príjemcom pomoci, alebo ich aspoň informovali vhodnými prostriedkami.

⁽⁴¹⁾ Nariadenie Rady (EÚ) 2015/1589 z 13. júla 2015 stanovujúce podrobné pravidlá na uplatňovanie článku 108 Zmluvy o fungovaní Európskej únie. Ú. v. EÚ L 248, 24.9.2015, s. 19.

⁽⁴²⁾ Rozsudok Všeobecného súdu z 25. apríla 2018, Maďarsko/Komisia, T-554/15, EU:T:2018:220, bod 27.

⁽⁴³⁾ Rozsudok Všeobecného súdu z 25. apríla 2018, Maďarsko/Komisia, T-554/15, EU:T:2018:220, bod 30.

⁽⁴⁴⁾ Rozsudok Všeobecného súdu z 25. apríla 2018, Maďarsko/Komisia, T-554/15, EU:T:2018:220, bod 70.

⁽⁴⁵⁾ Rozsudok Všeobecného súdu z 25. apríla 2018, Maďarsko/Komisia, T-554/15, EU:T:2018:220, bod 136.

Komisia si dovoľuje pripomenúť Slovenskej republike, že článok 108 ods. 3 ZFEÚ má odkladný účinok (t. j. žiadny podnik by nemal mať nárok na štátnu pomoc v rámci tohto opatrenia, dokiaľ Komisia neukončí formálne vyšetrenie), a upozorňuje slovenské orgány na článok 16 nariadenia Rady (EÚ) 2015/1589, v ktorom sa stanovuje, že ak sa prijímú záporné rozhodnutia v prípadoch neoprávnej pomoci, Komisia rozhodne, že dotknutý členský štát prijme všetky potrebné opatrenia, aby vymohol pomoc od príjemcu.

Komisia v súlade s článkom 13 ods. 1 nariadenia Rady (EÚ) 2015/1589 vyžaduje od Slovenskej republiky, aby pozastavila uplatňovanie opatrenia, dokiaľ Komisia neprijme rozhodnutie o zlučiteľnosti zákona o odvode z maloobchodného predaja s vnútorným trhom (príkaz na pozastavenie pomoci).

Prešetrovaním štátnej pomoci nie sú dotknuté prešetrovania týkajúce sa súladu opatrení so základnými slobodami ustanovenými v zmluve.

Komisia upozorňuje Slovenskú republiku, že bude informovať zainteresované strany prostredníctvom uverejnenia tohto listu a jeho stručného zhrnutia v *Úradnom vestníku Európskej únie*. Komisia bude tiež informovať zainteresované strany v krajinách EZVO, ktoré sú signatármi dohody o EHP, uverejnením oznamu v dodatku EHP k *Úradnému vestníku Európskej únie*, ako aj Dozorný úrad EZVO zaslaním kópie tohto listu. Všetky tieto zainteresované strany budú vyzvané, aby predložili svoje pripomienky do jedného mesiaca od dátumu tohto uverejnenia.

ISSN 1977-0936 (édition électronique)
ISSN 1725-2431 (édition papier)



Office des publications de l'Union européenne
L-2985 Luxembourg
LUXEMBOURG

FR